

JEAN-MICHEL BLANQUER

UNE ÉCOLE QUI SE TIENT SAGE - ÉPISODE 3

UN MINISTRE ULTRA-LIBÉRAL (1)



UN PROFIL « MACRON-COMPATIBLE »

Le 17 mai 2017, le Monde publiait à propos de Jean-Michel Blanquer, nouvellement nommé ministre de l'Éducation nationale, un article dont le titre annonçait la couleur : « *Sa vision des réformes promises est "Macron compatible"* ». Et ce n'était pas un euphémisme...

Déjà sous Sarkozy, Blanquer alors DGESCO (n°2 du ministère) puis recteur à Créteil prônait comme nous le verrons le rapprochement des écoles et des entreprises, un management libéral dans les établissements (recrutement, contenus d'enseignement), une vision méritocratique de l'enseignement.

A sa prise de fonctions en 2013 à la tête de l'Essec, une grande école de commerce, JMB a su se mettre au contact des PDG du CAC 40, des capitaines d'industrie, ou plutôt, des héros des nouveaux temps, des *start-uppers*. Il s'est alors forgé une image très « pro-business », de quoi le rapprocher un peu plus de l'univers macronien. Enfin son ami Laurent Bigorgne, le directeur de l'Institut

Montaigne – un think tank libéral – avec lequel il avait coécrit un livre programmatique, *l'École de demain*, l'a présenté à Emmanuel Macron, candidat d'En Marche à la présidentielle. La boucle était bouclée. Ce dernier puisera alors abondamment dans leur livre pour bâtir le volet « éducation » de son programme avant de le nommer ministre une fois élu...

RAPPROCHER L'ÉCOLE DE L'ENTREPRISE



Patrick Pouyanné (à gauche), le PDG de Total et Jean-Michel Blanquer (à droite), ministre de l'Éducation, lors de la conférence "L'État ne peut pas tout faire" au 4e Sommet de l'Économie organisé par Challenges, le 1er décembre 2017

Pour Blanquer, invité à la conférence « *L'État ne peut pas tout faire* » organisée par Challenges en décembre 2017 – oui il était déjà ministre –, « *les professeurs ne peuvent pas tout* », façon de dire sans doute que l'école publique ne peut pas tout sans l'intervention des entreprises. Rien de neuf, cependant : rapprocher l'école de l'entreprise a toujours été un de ses mantras... Alors en poste au rectorat de Créteil sous Sarkozy, il prônait la présence des entreprises locales dans les conseils d'administration des établissements professionnels. C'est dans cette logique qu'il a fait appel au mécénat privé pour financer en partie son projet d'Internats d'Excellence, comme

celui de Sourduin, le premier du genre. Miracle de la générosité ? Charité laïque ? On peut en douter. La fondation Total, par exemple, ce généreux mécène, a donné plusieurs millions d'euros au dispositif – alors-même que cette entreprise française s'arrange pour payer le moins possible d'impôts au fisc français. L'idée de ces internats, ensuite rebaptisés Internats de la Réussite, c'est d'accueillir les pauvres les plus méritant·e·s dès le collège et de leur donner une chance de s'en sortir à renfort de financements privés, là où leurs anciens camarades moins bons scolairement devront composer avec une Education nationale privée de moyens.

Lors de cette conférence « *L'État ne peut pas tout faire* », Blanquer affirmait que « [les entreprises] *peuvent compenser les inégalités familiales, elles ont leur rôle* ». Le PDG de Total, Patrick Pouyanné, répondait alors : « nous, Total, sommes les vainqueurs de la mondialisation. Et nous devons apporter des solutions aux territoires périphériques, aux jeunes délaissés, tous ceux qui se considèrent comme les perdants de la mondialisation. » Mais la faute à qui ? Si Total – et les autres du CAC 40 – payait ses impôts, l'école publique ne serait sans doute pas exsangue. Si les libéraux n'avaient pas cassé l'école, il n'y aurait sans doute pas de perdants.

Mais Total – et les autres du CAC 40 – ne se contentent pas de jeter des miettes à l'Éducation nationale ou de lancer des vœux pieux. Lors de la conférence, le patron de Total s'inquiétant que la filière professionnelle ne

soit pas assez « considérée », pas assez « valorisée »... a été rassuré quand son ami JMB a initié une réforme libérale l'année suivante en 2018 du lycée professionnel [voir ci-dessous *La casse de l'enseignement professionnel*].

Dans la même ligne, JMB a depuis le début de sa carrière prêché l'autonomie politique des établissements scolaires, ce qui dans son esprit signifie qu'un établissement doit être géré comme une entreprise : le chef d'établissement doit être un patron, un *manager*, et comme tel, doit avoir des objectifs de performances. Il doit tout mettre en œuvre pour les atteindre et donc être maître de son recrutement afin de choisir ses équipes.

Sa vision ultra-libérale de l'éducation, que ce soit sous Sarkozy, à la tête de l'Essec ou depuis qu'il est ministre de l'Éducation nationale colle donc parfaitement avec Macron...

LA CASSE DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL : L'EXEMPLE TYPE DE LA RÉFORME LIBÉRALE

Sans aucune concertation avec les premiers concernés, comme à son habitude, Blanquer a annoncé en 2018 pour la rentrée 2019 une réforme de l'enseignement professionnel pour rendre les lycées davantage « *attractifs et insérants* »... De quoi nous inquiéter à l'époque – on commençait à connaître la bête –, ce qui s'est confirmé dans la mise en œuvre d'une réforme ultra-libérale au détriment de la transmission des connaissances et des compétences :



- 380 heures de cours par an supprimées pour le Bac Pro, soit 4 heures de cours par semaine en moyenne pour les élèves ;
- 207 heures par an supprimées pour les CAP, soit 3 heures de cours par semaine en moyenne pour les élèves ;
- une co-intervention dans les classes, censée rendre plus concrets les apprentissages théoriques... Au risque pour les disciplines générales de n'être plus perçues que comme des outils au service des métiers.
- Une réduction du nombre d'heures d'enseignement du français, de l'histoire-géographie et de l'éducation morale et civique au profit d'heures d'Accompagnement Personnalisé (AP). Ce dispositif, censé mieux accompagner les élèves, ne supplée pas à la réduction horaire des matières générales et donc à l'obtention d'une culture générale. La culture n'intéresse pas le patronat.
- des secondes moins spécialisées : l'idée de la réforme, c'est de regrouper les spécialités en famille de métiers (et donc de donner des enseignements plus généraux qui couvrent toute une famille donnée). En supprimant des connaissances spécifiques (sans compter la baisse des heures en Première et Terminale), le véritable but de ces secondes est de préparer les jeunes à savoir se comporter en entreprise de manière polyvalente et docile ;
- de nouveaux programmes, assujettis aux besoins des entreprises privées :

sous des nouveaux noms pompeux comme « campus des métiers » ou « Harvard du pro », c'est surtout le financement des lycées pro qui revient complètement aux régions... En réalité, il s'agit de mettre en place des formations à la carte, en fonction de ce dont les professionnels du secteur ont besoin. Par exemple, si les entreprises de la région ont besoin de soudeurs ou de cuisiniers en restauration rapide, des formations peuvent être créées en fonction des besoins du marché local, et non des véritables intérêts des élèves.

- davantage de place faite à l'apprentissage en entreprise au détriment des enseignements dans les établissements. Pourtant rien ne justifiait un tel changement : au moment de la réforme, un tiers des contrats d'apprentissage étaient rompus dès la première année, un apprenti sur deux échouait au bout du cursus là où les lycées professionnels emmenaient les deux tiers de leurs élèves à la réussite. S'il fallait prendre en compte les élèves en échec, ce n'était donc certainement pas en favorisant l'apprentissage... Et ne pas conditionner la scolarité des élèves à un contrat avec un patron. D'autant que certains élèves se retrouvent à présent davantage en entreprise que d'autres, créant une mixité des parcours au sein des établissements. Et souvent, dans une même classe, une partie des élèves n'assiste qu'à une fraction des cours, ce qui n'est satisfaisant pour personne.

- une diminution de la taxe professionnelle qui permettait jusque-là le financement des établissements : comment, sans moyens, les lycées professionnels pourraient-ils mettre en place des dispositifs « innovants » chers à Blanquer ?
- création de « chefs-d'œuvre », totems passés censés être la vitrine des

établissements : l'idée est de demander aux équipes de créer des « œuvres » démontrant le savoir-faire des lycées. Mais c'est surtout pour faire preuve de leur « attractivité » dans une logique concurrentielle, tout en mettant une vraie pression sur les équipes enseignantes qui sont sommées de créer des objets à des fins de *marketing*.

« Attractivité » des établissements, « familles de métiers », baisse significative du nombre d'heures d'enseignement surtout dans les matières générales, baisse des moyens alloués aux lycées, apprentissage en entreprise favorisé, cette réforme est bien une réforme libérale, qui a ouvert la voie à celle des lycées généraux.

Blanquer est donc un véritable libéral, et il ne s'est pas arrêté là : réforme du bac et des lycées généraux, Parcours'Sup, loi école de la « Confiance », réforme de la formation initiale, attaque du statut, embauche de contractuel·le·s, et évidemment suppressions de postes, il y a de quoi en dire...

DE QUOI VOUS EN PARLER LORS DE L'ÉPISODE 4 : UN MINISTRE ULTRA-LIBÉRAL (2)